

## **Besoin de services professionnels centrés sur les TÂCHES (SPTS)**

Le présent marché est passé pour le compte de : le ministère de la Justice Canada.

Il est ouvert seulement aux **titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement sous E60ZN-15TSPS** qui sont qualifiés pour le Palier 1 pour la catégorie suivante : 2.8 Expert-conseil en architecture opérationnelle, niveau Supérieur.

**Les entreprises suivantes ont été invitées à présenter une proposition.**

### Dénomination sociale ( par ordre alphabétique )

1. 4Plan Consulting Corp.
2. Adirondack Information Management Inc., The AIM Group Inc. in Joint Venture
3. Belham PDS Inc.
4. Calian Ltd.
5. Dalian Enterprises and Coradix Technology Consulting, in Joint Venture
6. Emerion
7. Gris Orange Consultant Inc.
8. IT/Net - Ottawa Inc.
9. Leverage Technology Resources Inc.
10. Mindwire Systems Ltd.
11. NavPoint Consulting Group Inc.
12. Nortak Software Ltd.
13. Run Straight Consulting Ltd
14. The AIM Group Inc.
15. The Devon Group Ltd.

### **Description du besoin :**

La présente demande de soumissions est affichée de manière à satisfaire aux exigences du ministère de la Justice pour des SPTS. Elle a pour but d'attribuer un (1) contrat à deux (2) architectes principaux opérationnels disponibles immédiatement pendant une période initiale de deux mois, assorti de deux (2) options irrévocables d'une année chacune sur demande, ce qui permettra au Canada de prolonger la durée du contrat jusqu'en avril 2018. Une ou deux ressources supplémentaires du même niveau et de la même catégorie pourraient être nécessaires pendant la durée du contrat.

Aucun titulaire ou entrepreneur n'a effectué de travail semblable pour le ministère de la Justice au cours des 12 derniers mois.

### Objectif

Les experts-conseils en architecture opérationnelle et en gestion du changement doivent élaborer des plans de mise en œuvre et de mobilisation, ainsi que des activités connexes pour ce qui suit :

- stratégie d'information pour Information@Justice;
- plan relatif à l'information et au savoir;
- transformation des renseignements du mode analogique au mode numérique;
- conception des modèles de prestation de services de soutien et des structures organisationnelles pour les services de bibliothèque, de recherche, de gestion de l'information et de gestion des dossiers.

### Contexte

Le ministère de la Justice a le mandat d'appuyer le gouvernement dans l'élaboration de politiques législatives et dans la rédaction et la réforme des lois canadiennes. Parallèlement, il agit comme le conseiller juridique du gouvernement, en lui fournissant des conseils juridiques et en représentant le gouvernement du Canada devant les tribunaux.

Le ministère de la Justice est un ministère de taille moyenne comptant un effectif d'environ 5 000 personnes. Environ la moitié des employés du Ministère sont des avocats; l'autre moitié est composée d'une grande variété de professionnels, y compris des parajuristes, des gestionnaires de programme et d'autres travailleurs du savoir. Le Ministère offre certains services par l'intermédiaire des unités des services juridiques qui se trouvent dans les immeubles des ministères pour lesquels elles travaillent. Le ministère de la Justice compte un grand effectif dans la région de la capitale nationale et possède six bureaux régionaux situés partout au pays.

En 2014-2015, le dirigeant principal de l'information (DPI) du ministère de la Justice du Canada a obtenu l'approbation du sous-ministre pour la vision, la stratégie et les principes en matière d'information quant à Information@Justice, ainsi que son soutien pour le plan d'action stratégique d'Information@Justice correspondant.

### Portée

Les services requis pour les ressources de l'entrepreneur effectueront les travaux liés à l'objectif ci-dessus et peuvent comprendre ce qui suit :

- recommander les changements à apporter pour améliorer le rendement opérationnel;
- assurer l'uniformité des architectures et des stratégies opérationnelles de l'organisation et du gouvernement et leur intégration;
- évaluer la faisabilité de l'architecture et des technologies se rapportant aux changements opérationnels;
- cerner les risques relatifs à l'architecture et aux technologies et recommander des mesures pour atténuer les risques;
- conseiller la haute direction au sujet des tendances et des technologies nouvelles, ainsi qu'au sujet de leur incidence sur les architectures et les stratégies opérationnelles de l'organisation et du gouvernement;
- recommander d'autres solutions, méthodes et stratégies;
- collaborer à la priorisation des améliorations à apporter à l'architecture et à leur réalisation;
- gérer l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'architecture;
- et
- offrir un encadrement, jouer un rôle de mentor et donner une formation au sein de l'organisation en lien avec l'architecture opérationnelle;
- concevoir des interventions visant à améliorer l'efficacité organisationnelle par des changements axés sur les personnes et débouchant sur la mise en œuvre du changement, un meilleur environnement, un véritable engagement et un effectif plus adapté;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des plans et un cadre de gestion du changement;
- offrir de l'expertise, des avis consultatifs, de l'orientation et de l'encadrement dans le but de constituer la capacité du projet afin d'utiliser efficacement les stratégies de gestion du changement et les outils connexes;
- présenter l'objectif des changements pour qu'il projette une image attrayante de la nouvelle organisation et que le personnel en comprenne le sens;
- intégrer les disciplines de surveillance du rendement au plan de développement ou de gestion du changement de l'organisation;
- évaluer l'efficacité de l'initiative de gestion du changement.

### Produits livrables

Sans y être restreints, les produits livrables par la ressource 1 peuvent comprendre :

#### Rapports et recommandations

- Résultats de la collaboration avec les cadres supérieurs, les clients, le personnel de la direction générale, et les intervenants clés internes et externes
- Analyse des renseignements opérationnels (juridiques et ministériels) et des besoins en matière de connaissances

- Analyse des lacunes
- Stratégies de ressourcement et de mise en œuvre pour répondre aux besoins
- Harmonisation du mandat des services d'information, modèle de prestation de services, mesures du rendement et structure organisationnelle

#### Plans de mise en œuvre

- Activités d'Information@Justice
- Feuille de route relative à l'information et au savoir
- Harmonisation du mandat des services d'information, du modèle de prestation de services, des services offerts, des niveaux et normes de services, et de la structure organisationnelle avec la stratégie d'Information@Justice et le mandat ministériel
- Gestion du changement et communications

Sans y être restreints, les produits livrables par la ressource 2 peuvent comprendre :

#### Rapports et recommandations

- Résultats de la collaboration avec les cadres supérieurs, les clients, le personnel de la direction générale, et les intervenants clés internes et externes
- Stratégies de ressourcement et de mise en œuvre pour répondre aux besoins
- Harmonisation du mandat des services d'information, modèle de prestation de services, mesures du rendement et structure organisationnelle

#### Plans de mise en œuvre

- Activités d'Information@Justice
- Harmonisation du mandat des services d'information, du modèle de prestation de services, des services offerts, des niveaux et normes de services, et de la structure organisationnelle avec la stratégie d'Information@Justice et le mandat ministériel
- Gestion du changement et communications

#### Lieu de travail

La prestation des services aura lieu dans la région de la capitale nationale, principalement à l'administration centrale du ministère de la Justice située au 284, rue Wellington à Ottawa.

#### Langue de travail

Les employés de l'entrepreneur doivent être en mesure de communiquer efficacement en anglais et en français, tant de vive voix que par écrit.

### **Niveau de sécurité :**

LVERS des Services professionnels centralisés #6 – Clauses en matière de sécurité :

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN : DOSSIER TPSGC No COMMON-PS-SRCL#6

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes ou de l'arrangement en matière d'approvisionnement, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b. du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

### **Accords commerciaux qui s'appliquent**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALÉCC), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou (ALÉCP), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALÉCCO), et de l'Accord de libre-échange Canada-Panama (ALECP).

### **Durée du contrat proposée :**

La présente vise l'attribution d'un (1) contrat jusqu'au 15 avril 2016 qui comprendra deux (2) options irrévocables de un (1) année chacune permettant au Canada de prolonger la durée de contrat.

### **Niveau estimé d'effort**

Pour la période initiale de la date d'attribution jusqu'au 15 avril 2016  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 1 sera de 40 jours  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 2 sera de 47 jours

Pour la période d'option 1 du 16 avril 2016 au 15 avril 2017:  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 1 sera de 120 jours ( non capitalisé )  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 2 sera de 120 jours ( non capitalisé )

Pour la période d'option 2 du 16 avril 2017 au 15 avril 2018:  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 1 sera de 120 jours ( non capitalisé )  
Le niveau d'effort estimé pour la ressource 2 sera de 120 jours ( non capitalisé )

### **Informations générales**

Numéro de dossier: 1000019561  
Autorité contractante: Sylvain Desbois  
N° de téléphone: 613-960-4881  
Courriel: sylvain.desbois@justice.gc.ca

**REMARQUE : La méthode d'approvisionnement des services professionnels centrés sur les tâches et solutions (SPTS) est mise à jour chaque trimestre. Si vous désirez savoir comment vous pouvez devenir un « titulaire d'AA qualifié », veuillez communiquer avec [SPTS.TSPS@TPSGC-PWGSC.GC.CA](mailto:SPTS.TSPS@TPSGC-PWGSC.GC.CA)**

